

« Nous, travailleurs sans papiers de MAN BTP en grève... »



Nous, 88 **travailleurs sans papiers** âgés de 22 à 35 ans, d'origine malienne, sénégalaise, mauritanienne et ivoirienne, nous sommes mis en grève le 3 juillet et occupons depuis l'agence d'intérim MAN BTP spécialisée dans le bâtiment où se fournissent en **main d'œuvre bon marché**, via des filiales « donneuses d'ordres », les groupes BOUYGUES, VINCI et compagnie...

Nous sommes venus en France pour travailler. Chez nous, c'est la misère. Si une vie heureuse y était possible, nous ne viendrions pas exécuter ici les travaux les plus durs. En France, nous trouvons facilement du travail avec des faux papiers (moyennant 300 à 400 euros) ou avec les papiers d'un autre (frère, cousin, copain). **Les travaux** qui nous sont proposés, notamment dans le bâtiment, **sont les plus pénibles**, ceux que personne d'autre ne veut faire : démolition, marteau-piqueur, boiseur...

Depuis que nous travaillons en France, parfois depuis de nombreuses années (2000, 2001), **nous cotisons à la sécurité sociale, aux caisses de retraite et de chômage, nous payons des impôts**, en échange de quoi, **nous vivons dans l'angoisse** permanente de nous faire arrêter. Cette peur ne nous quitte pas. Le soir, après une journée harassante de labeur, à l'heure de rentrer au foyer, nous ne sommes jamais sûrs d'y arriver. Nous nous sentons coupables d'une faute que nous n'avons pas commise si ce n'est celle de vouloir **vivre dignement**. Nous risquons à chaque instant l'expulsion, la pire des choses pour nous. Et quand elle est appliquée, notre premier objectif est de revenir.

Nous avons entendu parler des premières actions initiées le 15 avril dans les médias. Nous

avons alors compris qu'une **régularisation par le travail** était possible. Après avoir pris contact avec le syndicat **Solidaires**, nous avons décidé de nous mettre en grève, conscients de la longévité potentielle de la lutte. Le 3 juillet au matin, nous étions 60 à occuper l'agence. Le soir même, nous étions 80. Quelques jours plus tard, nous étions 120. Sur le nombre, certains n'ont pas joué le jeu. Ils se disaient grévistes alors qu'ils continuaient à travailler. Lors d'une **assemblée générale**, nous avons mis les choses au point. Seuls sont comptabilisés, les grévistes qui répondent présents aux 3 comptages journaliers : 9h30, 14h et 17h.

Sur les 88 que nous sommes aujourd'hui, 15 passent, à tour de rôle, la nuit sur place. N'ayant pas accès aux toilettes de l'agence, nous galérons pour faire nos besoins. Le maire du 10^{ème}, lors de sa visite, nous a promis de faire le maximum pour nous installer des toilettes de chantier. Nous espérons de tout cœur qu'il tiendra parole et nous l'en remercions par avance.

Pour qu'aboutisse notre démarche, nous demandons solennellement que s'opère au plus vite **la plus large unité syndicale, associative et politique** autour de notre combat. Nous en appelons à toutes les personnes de bonne volonté ainsi qu'à tous les collectifs de sans papiers pour parvenir collectivement à faire comprendre au gouvernement que **la seule solution est de régulariser toutes et tous les travailleurs sans papiers, isolés ou pas, intérimaires ou pas**.

En travaillant sans relâche depuis des années, enchaînant les missions les unes derrière les autres sans prendre de vacances, nous estimons, à juste titre, être à moitié régularisés. Nous attendons du gouvernement qu'il fasse l'autre moitié du chemin.

Passez nous soutenir sur place, 5 rue Saint Vincent de Paul, Paris 10^{ème}

Soutenu par : Alternative Libertaire Paris Nord-Est. Les Alternatifs. Association des Tunisiens de France. ATTAC Paris 9/10. CGT Educ'action Paris. Comité pour un nouveau Parti Anticapitaliste 9/10. Droits Devant !! Gauche Alternative 9/10. LCR 10^{ème}. MRAP 75. PCF 10^{ème}. RESF 10^{ème}. Solidaires Paris. Les Verts Paris.